

DDRG INFO

LETTRE D'INFORMATION TRIMESTRIELLE
DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LA RÉGION DE GAO

Octobre 2025

« RÉDUIRE LA PAUVRETÉ, À TRAVERS UN APPUI
À LA CROISSANCE INCLUSIVE ET DURABLE ...

APPUYER LE RETOUR DE LA PAIX ET DE LA
STABILITÉ AU NORD DU MALI »

ÉDITO

Chères lectrices, chers lecteurs,

C'est avec émotion que nous vous présentons ces dernières newsletters des programmes Développement Durable dans la Région de Kidal (DDRK) et de Gao (DDRG). Après dix années d'engagement fructueux dans les régions de Kidal et de Gao et vingt-cinq ans de présence continue du Luxembourg dans la région de Kidal depuis 1999 est venu le moment de dresser le bilan de cette coopération et d'apprécier les impacts de ce partenariat, au service des populations des deux régions. Ces programmes, financés par le Grand-Duché de Luxembourg et mis en œuvre par PROMAN avec l'appui de nombreux partenaires maliens, ont incarné notre vision commune du développement durable. Ils ont permis de structurer des filières agricoles, de former des milliers de jeunes, de rendre disponible l'eau pour les populations et le bétail ou encore de renforcer les capacités des institutions locales et ce malgré les défis multiformes, en s'adaptant au contexte et aux besoins. Au nom de l'Ambassade du Luxembourg au Mali, je tiens à exprimer notre profonde gratitude envers tous les partenaires qui ont rendu possible cette riche aventure humaine. Nous sommes particulièrement reconnaissants du travail mené par les ministères, autorités régionales, collectivités territoriales, leaders communautaires, organisations de la société civile, services techniques, consultants et experts, entreprises, prestataires et fournisseurs, sans oublier les équipes de PROMAN dont l'engagement remarquable a permis de mener à bien ces activités avec efficacité et résilience. Votre esprit de partenariat et votre détermination ont été le moteur de ces réalisations. Nous gardons d'inspirants souvenirs de la participation constante et active des différentes parties prenantes aux sessions de comité de pilotage, pour lesquelles certains ont parfois effectué de longs voyages. Nous avons su évoluer dans un esprit constructif et de respect mutuel, sans jamais perdre de vue nos objectifs communs et l'intérêt des bénéficiaires. Vos aimables et chaleureux remerciements à l'endroit du Grand-Duché de Luxembourg nous ont toujours donné la mesure des résultats et impacts de nos actions sur le terrain.

Cette newsletter témoigne de la richesse de nos réalisations communes et célèbre un partenariat sincère dont l'héritage sera, nous l'espérons, le plus durable possible.

Galatée FOUQUET

Chargée d'affaires a.i.

Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg au Mali

DÉVELOPPEMENT RURAL

UNE DÉCENNIE DE RÉSULTATS CONCRETS

La mise en œuvre des activités de la composante développement rural et sécurité alimentaire a permis l'amélioration des conditions de vie des populations bénéficiaires et l'organisation des acteurs du monde rural à la base ainsi que leurs organisations faitières de rattachement.

Les actions du programme, à travers des interventions directes et différents protocoles de collaboration ainsi que des Accords de Partenariat Opérationnels (APO) avec les services techniques du secteur (agriculture, services vétérinaires et de productions et industries animales) et la Chambre Régional d'Agriculture, ont permis d'appuyer 10 groupements de pêcheurs à travers des équipements de pêche, la réhabilitation et équipement de magasins de conservation/sécurisation des productions halieutiques, le renforcement de leurs capacités et coaching en vie associative, réseautage et l'accompagnement de la faitière régionale dans l'élaboration d'un plan stratégique.

Les éleveurs ont été soutenus en termes d'amélioration de l'alimentation et de la santé du bétail par la remise en service et la construction de 20 points d'eau, 116 ha de bourgoutières, 4 parcs de vaccination, le recyclage et la dotation en kits de vaccination pour 27 auxiliaires vétérinaires et la réalisation des campagnes de vaccination du bétail en partenariat avec la Direction Régionale des Services Vétérinaires (DRSV).

Les organisations de femmes ont été accompagnées pour la création de meilleures conditions de vente des poissons par la construction d'un débarcadère à Gao. Les interventions ont également permis de réhabiliter, aménager et appuyer la mise en valeur de 280 ha sur 8 Périmètres Irrigués Villageois (PIV) et 3,38 ha sur 3 Petits Périmètres Maraichers (PPM) et pour 1 686 bénéficiaires avec 30 % des superficies agricoles au profit des femmes. 29 sessions de formations ont été organisées au profit des producteurs ruraux sur des thématiques stratégiques pertinentes.



DÉVELOPPEMENT RURAL

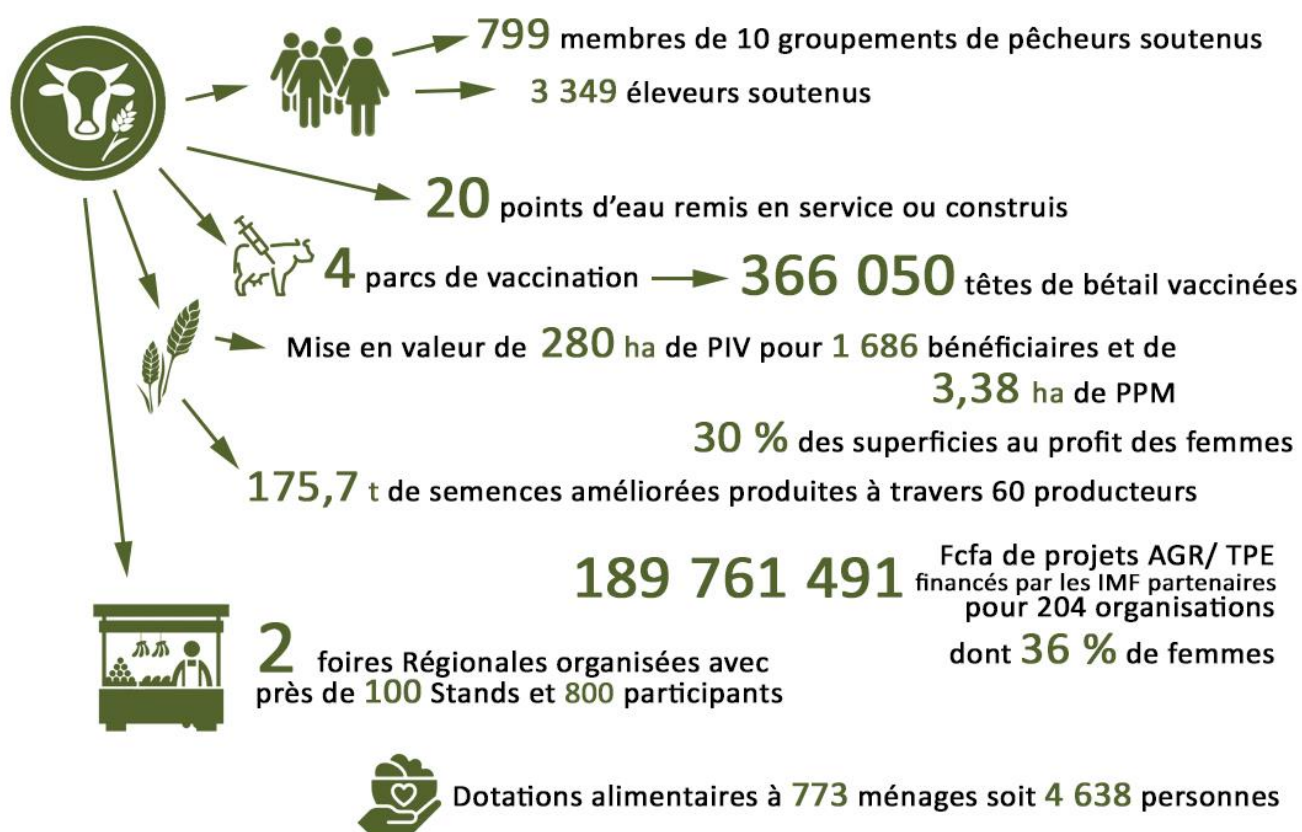
Le DDRG a également soutenu l'organisation de deux Foires Régionales Agro-Sylvo Pastorales, Halieutiques, Artisanale et Culturelle (FRASPHAC) dénommées, « foires de la paix ». Le comité régional de sécurité alimentaire a été redynamisé en collaboration avec le commissariat à la sécurité alimentaire conformément à la Politique Nationale décennale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle.

Les collectivités territoriales ont été formées sur le plan de la coordination de la sécurité alimentaire. Le programme a aussi pu accompagner 7 banques d'aliments bétail et 5 banques de céréales (fonds de roulement, mise en place et formation de comités, suivi, réseautage) et octroyer des dotations alimentaires à 773 ménages dont des ménages de personnes déplacés internes. L'implication permanente et active, la franche collaboration, la concertation et les synergies d'actions avec les acteurs et partenaires ont été déterminantes dans l'atteintes de ces résultats.



BILAN

LES CHIFFRES CLÉS



FORMATION PROFESSIONNELLE ET INSERTION PROFESSIONNELLE

UN RICHE BILAN

La composante formation professionnelle et insertion a permis de faire passer la région de Gao de la queue à la tête de peloton des régions du Mali en matière de pilotage, de demande et d'offre de formations par des résultats durables grâce à la collaboration avec la Collectivité Région et ses services techniques rattachés (Direction Régionale de l'Enseignement et de la Formation Professionnelle (DREFP), Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (APEJ) et la Chambre Régionale d'Agriculture. Trois grands résultats étaient visés : l'accès des jeunes et des femmes à des formations pertinentes et de qualité dans les zones d'intervention est rétabli à travers des dispositifs de formation variés et efficaces, l'accès des populations rurales à des services d'appui à l'insertion adaptés est amélioré, et la gestion partenariale du système régional de formation-insertion est fonctionnelle grâce au renforcement des capacités des différents acteurs impliqués.



Les interventions et du DDRG ont permis de mettre en place et de rendre fonctionnel un personnel d'encadrement permanent des Organisations Paysannes (OP), Organisations Paysannes Fautières (OPF) et des actifs avec 230 méthodologues, Conseiller Formation Emploi (CFE) et coaches. 7 dispositifs de formation (Formation Initiale Professionnalisante (FIP), Formation en Apprentissage Tutoré (FAT), Programme de Renforcement des Capacités (PRC), réseau de coaches méthodologues et CFE, Appui à l'Enseignement Technique et Professionnelle, Formations Continues et visites d'échanges d'expériences) ont été montés et rendus opérationnels permettant de former 3 453 personnes dont 1 855 femmes. Cela a permis à 2 224 personnes de créer des emplois et/ou se faire employer à la suite d'acquisitions de compétences.



Les soutiens du DDRG ont également permis de mettre en place et d'assurer le fonctionnement de 3 Espaces Orientation Jeunesse en collaboration avec l'APEJ à Gao, Bourem et Ansongo. Les accompagnements et appuis conseils de ces Espaces Orientation Jeunesse (EOJ) ont permis la création 34 emplois salariés (60 % de femmes), 151 auto-emplois avec 65 % de femmes, 111 jeunes placés en stage (70 % de femmes) et 155 jeunes formés (52 % de femmes). En outre 42 % des bénéficiaires des formations ont bénéficié d'un dispositif de financement Activités Génératrices de Revenus (AGR) / Toute Petite Entreprise (TPE), de formations par des appuis conseils.



FORMATION PROFESSIONNELLE ET INSERTION PROFESSIONNELLE

Le dispositif a permis d'assurer un financement à 55 % des plans d'affaires sélectionnés, de financer 46 % des plans d'affaires portés par les femmes et 29 % des plans d'affaires portés par les jeunes. Enfin les actions du DDRG ont permis de renforcer le niveau de compétences des personnels des Services Techniques Déconcentrés (STD) et le personnel d'encadrement à travers des sessions de formations stratégiques en lien avec leurs missions, d'impliquer activement les OP dans la mise en œuvre et le suivi des dispositifs de formations, de mettre en place un cadre régional de gestion partenariale de la formation professionnelle et de soutenir le fonctionnement de ce cadre. Des voyages d'études ont été organisés pour les membres du cadre régional et des actifs de la région à Ségou et un Assistant Technique chargé de la formation professionnelle recruté par le conseil régional a été formé et pris en charge.



BILAN

LES CHIFFRES CLÉS



TÉMOIGNAGE

ALHADER AMADOU BELLA, CONSEILLER AUX AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES DU GOUVERNEUR DE LA RÉGION DE GAO, PRÉSIDENT DU COMITÉ DE SUIVI OPÉRATIONNEL DU DDRG

« Dans cette lourde atmosphère qui caractérise la fin de près d’une décennie (2015-2025) d’intervention du DDRG dans la région, je remercie le Grand-duché de Luxembourg pour son partenariat exemplaire avec notre pays, tous les participants aux huit sessions de son organe régional de concertation qu’est le Comité de Suivi Opérationnel (CSO) notamment les Partenaires Techniques et Financier (PTF) intervenant dans la région et toute l’équipe du DDRG dont les efforts et la pertinence des recommandations formulés au cours des huit sessions qui ont précédé celles de son Comité de Pilotage (CoPil) sont couronnés de succès dans les différents domaines d’intervention du programme notamment les deux éditions de Foire Régionale Agro Sylvo Pastorale, Artisanale et Culturelle (FRASPHAC) dont les thématiques d’information et de sensibilisation développées dans les panels sur les effets néfastes des changements climatiques en marges des expositions-ventes ont été d’une grande importance pour la région puisqu’elle ont permis d’éviter le pire lors des inondations 2024 et démontré les potentialités agricoles de la vallée du Tilemsi comme zone pastorale et dont les maraîchers ont décroché des prestigieux prix par la variété, la qualité et la quantité de leurs productions maraîchères.



Le DDRG a contribué à relever le défi de la formation et de l’insertion dans la région à travers les différents dispositifs de formation professionnelle initiale et continue conçus et appuyés, de financement des projets entrepreneuriaux et d’équipement de nombreux jeunes et femmes de la région qui sont installés à leur compte et devenus des employeurs d’autres actifs de la région, d’appui à la structuration de nombreuses OP à la base et à leurs organisations faitières et à améliorer la sécurité alimentaire dans la région par ses aménagements et équipements hydro agricoles dans les PIV et PPM, ses appuis aux pêcheurs et éleveurs de la région et à la mise en place d’organes de concertation prévues par la Politique Nationale de sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PoINSAN). Le CSO du DDRG est un espace précieux, stratégique, productif et capital qui va manquer à toute la région à tel enseigne que je souhaite la pérennisation de ses acquis par la contribution individuelle et collective des cadres de la région aux travaux de capitalisation sur son intervention que je recommande vivement. »

REMERCIEMENTS

Le Programme DDRG remercie chaleureusement :

- Le Gouvernorat de Région pour la préparation et la tenue des huit sessions du CSO et du CoPil ainsi que la validation des décisions d'organisations de différentes activités et leur présidence et la réception des différentes délégations en visite dans la région ;
- Le Conseil Régional pour la mise en œuvre des différentes conventions dans le cadre de la formation professionnelle, la co-présidence des sessions du CSO et la participation à celles du CoPil et la réception des différentes délégations en visite dans la région ;
- La Direction Régionale de l'Agriculture pour la mise en œuvre des différentes conventions en vue de l'encadrement de la production de riz, de maraichage et de semences certifiées de riz ainsi que pour la participation active aux sessions du Comité d'Analyse et de Sélection des FIP (CAS-FIP) ;
- La Direction Régionale des Productions et Industries Animales pour la mise en œuvre des conventions d'encadrement de la régénération de 116 ha de bourgoutières et la participation active aux sessions du CAS-FIP ;
- La Direction régionale des Services Vétérinaires pour la mise en œuvre des conventions d'exécution des campagnes de vaccination du bétail ;
- La Direction régionale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle pour la mise en œuvre des conventions d'appui à la formation tutorée de plus de 300 jeunes et la participation active aux sessions du CAS-FIP ;
- L'APEJ pour l'appui à la création et à l'opérationnalisation d'espaces d'orientation des jeunes et la participation active aux sessions du CAS-FIP ;
- La Chambre Régionale d'Agriculture pour les différentes conventions d'appui à la structuration du monde rural et à la réalisation des deux éditions de la Foire Régionale et l'accompagnement de la composante développement rural ;
- Le FAFPA, l'ANPE, la Délégation régionale de la Chambre des métiers pour leurs implications actives dans les différentes activités ;
- Les Assistants Techniques Perlés pour leur accompagnement technique dans les domaines spécifiques sans lequel les résultats ne seront pas à hauteur de souhait : Mme Coumba Fall, MM. Sayon KONE et Mamadou CAMARA du bureau GEFRAD, MM. Aboubacar MAIGA, Maurice COULIBALY, Abdoulaye B. MAIGA, Dr. Noumou DIAKITE ;
- L'ONG SEAD pour la mise en œuvre des conventions de financement des AGR TPE ;
- Les entreprises prestataires de travaux de réalisation des travaux d'aménagement hydroagricole, d'hydraulique et infrastructures pastorales, et infrastructures de pêche ;
- Les entreprises fournisseurs d'intrants et matériels agricoles, équipements et matériels ;
- Les bureaux et consultants indépendants pour les différentes études et accompagnements : GEFRAD, Hamou HAIDARA, SAFIM SARL, CRAC Conseils SARL ;
- Les producteurs semenciers de riz pour la conduite de différentes campagnes de production ;
- Tous ceux qui de près ou de loin ont contribué aux activités du programme.



LE GRAND-DUCHÉ DU LUXEMBOURG EST PRÉSENT AUX CÔTÉS DES POPULATIONS DE LA RÉGION DE GAO DEPUIS 2014

La Coopération luxembourgeoise a pour objectif global d'appuyer le Gouvernement du Mali dans ses efforts visant à réduire la pauvreté à travers un appui à la croissance inclusive et durable, la réduction de l'insécurité alimentaire ainsi que le retour de la paix et de la stabilité au nord du Mali.

Afin de mieux répondre aux besoins des populations et aux spécificités du terrain, deux zones d'exécution avaient été retenues pour le PIC III (2015 - 2024). La « zone Sud » dans laquelle l'agence LuxDev a mis en œuvre trois programmes, se compose de la région de Ségou (cercles de San, Tominian, Barouéli et Bla), du cercle de Yorosso dans la région de Sikasso et de Bamako et ses environs. La « zone Nord » avec les régions de Kidal et de Gao fut confiée à PROMAN. Une lettre d'entente a été signée le 6 mai 2016 à Bamako, afin d'encourager la plus grande synergie possible entre tous les acteurs du PIC III (PROMAN, LuxDev, agences onusiennes, SOS Faim, Université de Bamako).

La Coopération luxembourgeoise est multiforme avec également des appuis multilatéraux, humanitaires et à travers les ONG.

Le DDRG se déclinait en 2 volets :

- Développement rural et sécurité alimentaire
- Formation et insertion professionnelle

Budget Total DDRG : 14 312 780 €

Afin de coordonner les activités, une Unité de Gestion des Programme (UGP) avait été créée à Bamako. L'UGP et l'équipe opérationnelle à Gao ont participé aux différents cadres de concertation aux niveaux national et régional.

PROMAN est une société de conseil internationale de premier plan spécialisée dans la coopération au développement. Créée en 1986, PROMAN fournit des services aux bailleurs de fonds internationaux, les gouvernements nationaux, les institutions publiques et les partenaires de développement du monde entier. Au Mali, **PROMAN a le mandat d'agence d'exécution pour le Grand-Duché de Luxembourg dans la zone de concentration Nord, régions de Kidal et de Gao.**

Contact :

UGP Programmes Zone de Concentration Nord PIC III (DDRK IV – DDRG)

Agence d'exécution PROMAN

Coopération Grand-Duché de Luxembourg - République du Mali

BAMAKO – MALI proman-mali@proman-mali.org